

13 mai 1999 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les bombardements de l'OTAN sur la Yougoslavie et la crise du Kosovo, Moscou le 13 mai 1999.

Je voudrais d'abord vous remercier de votre présence et saluer les journalistes russes et français, bien entendu, et les autres.

J'ai eu des entretiens très intéressants, aujourd'hui, naturellement avec le Président Eltsine, et ensuite, je prends les choses chronologiquement, M. Ivanov et, enfin, à l'instant et assez longuement, avec M. Tchernomyrdine. Bien entendu, la totalité de nos entretiens a porté, comme il était convenu lorsque nous avons organisé ce voyage, sur les problèmes du Kosovo et s'inscrivait dans un effort de réflexions qui m'avait conduit à avoir un rendez-vous téléphonique avec le Président Clinton puis à aller voir Monsieur Ahtisaari, il y a deux jours, en Finlande, avant de m'entretenir avec le Chancelier Schroeder et de venir ici comme nous en étions convenu il y a quelques jours avec le Président Eltsine.

Je voudrais d'abord rappeler que la France a toujours affirmé que, sur le plan général, il n'y avait pas de destin européen, il n'y avait pas de paix sur notre continent sans une participation active de la Russie, sans un accord profond entre l'Union européenne et la Russie. Et la France a toujours affirmé, également, que dans un monde qui, petit à petit, prend une forme multipolaire, il devait y avoir une règle de droit internationale et que celle-ci ne pouvait qu'être au sein de l'ONU et mise en œuvre par son Conseil de sécurité. Ce sont deux visions que nous partageons, les Russes et nous, qui créent donc le cadre général de nos réflexions.

La Russie, d'autre part, est engagée, on le voit bien, dans des conditions d'ailleurs difficiles dues à l'héritage économique et social qu'elle doit assumer, est engagée dans une évolution qui s'appuie sur trois principes, me semble-t-il, qui sont d'une part la volonté d'assumer la démocratie, d'autre part celle de faire les réformes qui s'imposent pour adapter l'ensemble de l'économie russe à la situation actuelle et, enfin, la volonté de la Russie non seulement de réintégrer complètement la communauté internationale, mais d'y jouer le rôle que son histoire, sa puissance, sa population lui confèrent tout naturellement, et ceci, bien sûr, malgré les difficultés auxquelles elle est confrontée.

Ceci conduit la France et la Russie à partager un certain nombre de convictions et de comportements, à partager des réflexions qui tiennent à leurs caractères propres. Le fait d'être tous les deux membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU nous permet d'avoir et exige que nous ayons, à partir d'une vision commune, un contact permanent. Le fait d'être ensemble dans le G8 et d'avoir la même perception des responsabilités du G8 : ainsi, par exemple, la France et la Russie ont beaucoup fait pour que le G8 soit l'instance qui, suivant le groupe de contact, puisse examiner les conditions d'une solution politique de l'affaire du Kosovo, et c'est ce qui s'est passé, vous le savez, à Bonn le 6 mai dernier. Ce qui a été dû, pour moi, on peut le dire, beaucoup grâce à l'action conjointe et concertée de nos deux pays. Enfin, la Russie, et l'importance attachée par le Président Eltsine à nos relations bilatérales en témoigne, la France ont des intérêts communs, et plus généralement la Russie et l'Union européenne doivent développer des relations économiques, culturelles et politiques qui s'imposent dans le moyen et le long terme et qui, par conséquent, conditionnent également leur comportement face à une crise. D'où l'importance d'un échange permanent. d'un dialogue permanent et d'où la nécessité

... et de l'importance d'un dialogue permanent, d'un dialogue permanent et de la nécessité de pouvoir faire valoir, les uns et les autres, les raisons profondes de nos réactions.

C'est ce que nous avons fait aujourd'hui pour ce qui concerne le Kosovo, d'autant que nous avons, Russes et Français, une vieille tradition d'amitié avec le peuple serbe et que, d'autre part, ni les uns, ni les autres ne nous reconnaissons bien entendu dans la nature du régime qui est actuellement le régime serbe et que nous condamnons de la même façon. J'ai, en effet, en particulier, souligné les responsabilités actuelles des autorités serbes qui sont coupables de quelque 200 000 morts depuis dix ans et qui ont, les comportements que nous savons, avec probablement près d'un million de Kosovars qui ont été jetés dans des conditions inhumaines, sans parler les meurtres et des charniers que l'on découvre aujourd'hui, qui ont été jetés sur les routes.

Naturellement, nous avons longuement discuté des problèmes militaires. Chacun connaît, et je la comprends parfaitement, la position qui est celle de la Russie et les réserves, le mot est faible, de la Russie qui, je le répète, sont parfaitement comprises par moi, en ce qui concerne les frappes militaires. Mais, j'ai tenu à bien expliquer à mes interlocuteurs que l'on ne pouvait évidemment pas ne rien faire, ce qui voulait dire que l'on aurait laissé les autorités serbes poursuivre leur politique de purification ethnique, ce qui n'était pas, un instant, envisageable pour des gens qui, par ailleurs, fondent leur action politique sur les principes de la démocratie et le respect des droits de l'Homme.

Si l'on devait faire quelque chose, cela impliquait soit une stratégie de frappes aériennes, soit une stratégie d'intervention terrestre. Et la stratégie d'intervention terrestre, en tous les cas pour le moment, a été jugée mal adaptée, notamment en raison des réactions qu'elle n'aurait pas manqué, et là aussi je le comprends, de provoquer chez nos amis russes. D'où une stratégie d'intervention aérienne qui a pour objectif d'épuiser petit à petit et d'étouffer petit à petit les forces de répression serbes. Et j'ai demandé, naturellement, aux autorités russes de comprendre la nécessité de cette stratégie.

Alors, il y a des points de divergence, bien entendu. Nous les avons évoqués, notamment, l'opportunité pour nous de faire une pause. Pour nous Français, une pause ne peut intervenir qu'après l'acceptation des conditions qui ont été posées par la Communauté internationale, par l'ONU et son secrétaire général, et d'ailleurs reprises par le G8 à Bonn, pour que l'on puisse aller vers une solution politique. Ce qui implique, également, le début d'un retrait substantiel et constaté, prouvé, des forces serbes du Kosovo.

En revanche, si nous avons bien observé quelles étaient nos divergences d'appréciation ou d'approche, nous avons également rapproché sensiblement nos points de vue. Et le fait que j'aie eu de longs entretiens avec le Président Ahtisaari, en Finlande, que M. Talbott, actuellement présent à Moscou, qui est passé précisément à Helsinki hier, soit revenu ce matin, après avoir eu lui aussi des entretiens avec le Président Ahtisaari, tout ceci représente un ensemble cohérent de réflexions et de partage de ces réflexions.

Nous avons constaté d'un commun accord que la solution passera par le déploiement d'une présence civile et militaire, ce qui est inévitable, s'inscrivant dans le cadre d'une véritable force de sécurité dont nous avons longuement discuté des modalités. Celles-ci doivent encore, naturellement, être précisées. Et nous sommes bien entendu tombés d'accord sur le fait que cette force devait être créée par une résolution du Conseil de sécurité.

Enfin, j'ai souhaité que la Russie participe pleinement à cette force internationale. Mes interlocuteurs y sont, me semble-t-il, tout à fait disposés, si cette force se déploie avec l'accord de Belgrade et sur la base d'une résolution du Conseil de sécurité. Ce dernier point, vous le savez, étant aussi une condition mise par la France.

Voilà ce qui, aujourd'hui, m'a permis, en tous les cas, d'apporter ma contribution à une réflexion qui s'accélère. Je ne peux pas, vous le comprenez parfaitement, entrer dans le détail de ces discussions. Mais je crois pouvoir dire que nous avons progressé et qu'il n'est pas exclu que les jours qui viennent montrent que les choses avancent et avancent dans la bonne direction, c'est-à-dire celle de la paix. Je le souhaite mais je ne peux, hélas, pas vous le garantir.

QUESTION ¿ Le Président Eltsine vous aurait fait part de son mécontentement quant à

l'évolution du processus diplomatique sur le Kosovo, et aurait même menacé de s'en retirer.

LE PRESIDENT ¿ Je crois que cette affirmation vient d'un propos qu'il a tenu publiquement. En tous les cas, ce n'est pas du tout l'esprit dans lequel nous avons discuté.

Le Président Eltsine a la position que chacun connaît dans cette affaire, mais au-delà des pétitions de principe, nous avons travaillé, je dirai, un peu dans le détail des choses et je n'ai pas du tout eu le sentiment que la Russie allait se retirer d'un processus qui exige complètement sa présence active et son initiative. Rien ne serait pire que le retrait de la Russie et, je crois, qu'il n'en est pas question.

QUESTION ¿ Le Monde d'aujourd'hui fait état de sources militaires et de sources diplomatiques russes qui annoncent que Milosevic aurait accepté le principe d'une force militaire. Est-ce que vos interlocuteurs russes vous en ont parlé ?

LE PRESIDENT ¿ Non, ils ne m'en ont pas parlé et je ne saurais trop vous mettre en garde à l'égard de tout ce qui est écrit. Il faut se méfier. Non, je n'ai aucune information me permettant d'infirmer ou de confirmer l'information que vous donnez.

QUESTION ¿ Avant que vous ne veniez à Moscou, il avait été prévu que vous rencontreriez le Premier ministre Primakov. Est-ce que la démission du Gouvernement russe, d'après vous, peut influencer le processus diplomatique sur le Kosovo ?

LE PRESIDENT ¿ Je n'ai aucun commentaire à faire, naturellement, sur un problème de politique intérieure russe. Je ne sais pas si la démission de M. Primakov aura une influence sur le déroulement du processus. Il a eu une influence sur le déroulement de ma propre visite puisque, effectivement, je n'ai pas eu le privilège de le rencontrer. Mais M. Primakov est, pour moi, un ami depuis longtemps et j'aurai sans aucun doute l'occasion de le rencontrer soit à Moscou soit à Paris, et je le souhaite.

QUESTION ¿ Monsieur le Président, vous avez dit que vous aviez sensiblement rapproché vos points de vue avec ceux de la partie russe. Est-ce que vous pouvez, concrètement, nous dire sur quel point ce rapprochement porte ?

LE PRESIDENT ¿ Vous savez, on est toujours partagé entre la nécessité, dans une démocratie, de la transparence, qui exige que le maximum d'informations soit donné, et la nécessité, aussi, d'être un petit peu discret parce que la diplomatie se fait en général avec un minimum de discrétion.

Je vous dirai simplement, je citerai quelques grands exemples : sur le rôle de l'ONU, sur le rôle du Conseil de sécurité, sur le rôle de la Russie dans l'évolution de l'Europe et, notamment, de sa sécurité. Il y a beaucoup de domaines dans lesquels la France et la Russie sont très proches ce qui les conduit à agir de concert dans un certain nombre de situations.

Personne n'ignore que c'est notamment sous la pression des Russes et des Français que s'est tenu le Sommet de Rambouillet, que c'est, également, avec une participation très active, diplomatique, à la fois russe et française, que s'est tenu, finalement, le G8, ce que tout le monde ne souhaitait pas, vous le savez, à Bonn.

Bref, il y a beaucoup de domaines où nous discutons, où nous nous entendons et cela permet de faire un progrès. C'est ancien, ce n'est pas une situation nouvelle, naturellement. Alors, sur un certain nombre de problèmes et, notamment, de problèmes de mise en œuvre d'une solution de paix dans cette région des Balkans, nous avons, effectivement, beaucoup rapproché nos points de vue et essayé d'élaborer ensemble des perspectives de paix. Je ne rentrerai pas plus, si vous me le permettez, dans le détail, mais, je le répète, il n'est pas exclu, mais il n'est pas certain, que les jours qui viennent montrent que les choses progressent.

QUESTION ¿ Dans quel état d'esprit, Monsieur le Président, vos interlocuteurs vous ont-ils paru à l'égard du Président Slobodan Milosevic ?

LE PRESIDENT ¿ Il y a, et c'est tout à fait normal, une relation russo-serbe qui est ancienne et qui est fondée sur une culture, une religion, une histoire qui ont beaucoup de points communs, et cela ne change pas naturellement. En revanche, je n'ai observé chez mes interlocuteurs aucune espèce, aucune espèce de, je ne dirais même pas de sympathie, mais d'agrément, à l'égard de la politique menée aujourd'hui par Milosevic. Ils ne se reconnaissent en rien dans cette politique, ce

qui me paraît évident. La Russie a opté, dans des conditions qui ont été difficiles avec beaucoup de mérite, pour la démocratie et elle se tient à cette option.

QUESTION ¿ Monsieur le Président, pouvez-vous nous expliquer. On disait que l'on voulait prévenir une catastrophe humanitaire, or on détruit des ponts, des usines, des tours de télévision, dans toute la Yougoslavie. Est-ce que l'on fait cela selon le droit international ou bien est-ce que l'on fait cela contre le droit international ?

LE PRESIDENT ¿ Au moment même où cette région, je parle de la Croatie, de la Slovénie, de la Bosnie, de la Serbie etc., au moment même où cette région, après des temps très difficiles, pouvait escompter ou espérer le calme, la paix et le développement, la démocratie, la liberté, est arrivé un immense malheur, le régime actuel de la Serbie. Depuis dix ans, ce régime a développé les pires choses. Les historiens sont à peu près unanimes pour fixer à 200.000 le nombre des hommes, des femmes et des enfants qui ont été tués depuis dix ans dans cette région, en raison des initiatives du régime serbe. Le dernier avatar de cette folie a été l'affaire du Kosovo, avec ses dizaines, ses centaines de milliers de gens assassinés, volés, violés, jetés sur les routes, des familles séparées, dans des conditions qu'on a connues dans le passé mais dont on avait espéré qu'on ne les reverrait jamais.

Tout a été fait, notamment à Paris lorsqu'on a signé l'accord sur la Bosnie, tout a été fait pour faire comprendre au régime serbe actuel que sa démarche folle et meurtrière devait cesser. Elle n'a pas cessé. Alors, il arrive un moment où les hommes, les femmes qui sont attachés aux droits de l'Homme, à la liberté, à la démocratie, au respect tout simplement de la dignité humaine, doivent dire ça suffit, et employer les moyens les plus efficaces possibles, et bien entendu, les moins meurtriers possibles, pour faire cesser la folie. C'est exactement ce qui a été fait, et, pour ma part, je vous dirai que je l'approuve sans réserve.

QUESTION ¿ Monsieur le Président, avez-vous parlé aujourd'hui avec les dirigeants russes de la possibilité de la participation de la Chine aux forces internationales qui pourraient être déployées au Kosovo, et avez-vous parlé de la position générale de la Chine sur le Kosovo, sur le problème des Balkans ?

LE PRESIDENT ¿ Nous n'avons pas évoqué la présence de forces chinoises, encore que je ne vois pas pourquoi elles ne s'associeraient pas si elles le souhaitent. En revanche, nous avons évoqué cette terrible erreur qui a coûté la vie à des journalistes chinois et détruit l'Ambassade de Chine, erreur qui a été officiellement regrettée et qui a fait l'objet d'excuses auprès du Gouvernement chinois. Et je crois pouvoir vous dire que le Chancelier Schröder, qui était hier en Chine, a eu de ce point de vue des entretiens qui, je crois, ont été très positifs avec le Président chinois. Et il a renouvelé les excuses de l'ensemble des Alliés.

QUESTION ¿ Monsieur le Président, le Ministre Ivanov a dit qu'après son entretien avec vous, il avait vu des différences notables entre la France et la Russie s'agissant de la Yougoslavie. Pouvez-vous préciser quelles sont ces différences entre la France et la Russie ?

LE PRESIDENT ¿ La différence notable est indiscutable, c'est que la Russie souhaiterait l'interruption des frappes et que la France participe aux frappes et considère qu'il faut les poursuivre si l'on veut réduire et anéantir les forces de répression du régime serbe. Il y a effectivement là une divergence de vues importante. Mais ce que je peux vous dire, c'est que, à la suite des entretiens que j'ai eus d'abord avec le Président Eltsine, en tête-à-tête puis en présence de M. Ivanov, et ensuite avec M. Ivanov, ce que je peux vous dire, c'est que cette discussion nous a permis de préciser nos positions respectives et de les rapprocher sensiblement dans bien des domaines. C'est pourquoi je vous disais tout à l'heure que nous verrons les choses, mais que je considère que ces entretiens ont eu un caractère positif et même très positif parce qu'ils s'intègrent dans un ensemble diplomatique actif et qu'on pourrait s'en apercevoir dans les jours qui viennent. On pourrait. Je le répète, ce n'est pas à prendre au pied de la lettre.

QUESTION - La crise au Kosovo devient une question de politique internationale mais il y a d'autres questions dans le monde. Je voudrais, si cela est possible, que vous nous parliez de l'attitude de la France à l'égard du processus de paix au Moyen-Orient et tout particulièrement s'agissant des relations entre la Syrie et le Liban.

LE PRESIDENT - Vous savez que la France a soutenu le processus de paix. qu'elle a toujours pris

LE PRÉSIDENT - Vous savez que la France a soutenu le processus de paix, qu'elle a toujours pris une position favorable au respect des engagements, qu'elle a déploré que les engagements pris par Israël, par le Premier ministre sortant d'Israël, n'ait pas toujours été tenus, qu'elle a condamné un certain nombre d'actions, je dirai de provocations, et qu'elle a approuvé la position prise, très sage, de M. Yasser Arafat pour ce qui concerne le report de la déclaration de l'Etat de Palestine. Je ne veux pas m'ingérer dans les affaires intérieures d'Israël qui est en pleine campagne électorale, qui termine une campagne électorale, bien entendu je n'ai pas de commentaire à faire sur ce point, mais j'espère que demain les autorités israéliennes reprendront le processus de paix, sans réserve et de façon efficace.

QUESTION - Pour poser une question qui n'est pas tout à fait politique, vous connaissez M. Eltsine depuis 1990, est-ce que vous pensez que le Président Eltsine est en forme et quelle impression vous a-t-il faite ? Est-ce que vous pensez qu'il est optimiste ? Bien sûr les temps ne sont pas faciles pour lui-même, Que pensez-vous de la situation ?

LE PRÉSIDENT - Vous savez, je me garde bien de tout ce qui pourrait être considéré comme un commentaire sur la politique intérieure d'un pays ami. Puisque vous me posez la question, je vous dirai que pour connaître bien le Président Eltsine depuis longtemps, je l'ai trouvé effectivement très en forme, particulièrement actif sur le sujet que nous avons traité, c'est-à-dire celui du Kosovo, très déterminé, et je souhaite que cette détermination finisse par nous permettre de trouver une issue convenable pour tout le monde dans cette affaire du Kosovo.